

Titre	Nom	Prénom	
Professeur de droit privé	<u>JAZOTTES</u>	<u>Gérard</u>	
		X Homme	Femme
Établissement/Département	UTC		
Position/Grade/Catégorie			
Doctorat	X Oui Non	Habilité à diriger une thèse de doctorat	X Oui Non
Adresse	2 rue du Doyen Gabriel Marty		
Code Postal	31000	Ville	Toulouse
Pays	FRANCE		
Téléphone 1	+33561128755	Téléphone 2	
Fax		Site Internet	
Courrier électronique	gerard.jazottes@ut-capitole.fr		

PARCOURS UNIVERSITAIRE

2003 Agrégé des Facultés de Droit
2000 Habilitation à diriger des recherches
1997 Thèse "La notion d'exigences impératives dans la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes: contribution à l'étude du principe de libre circulation", ss dir. le Professeur Corinne Saint-Alary-Houin, Toulouse, mention Très honorable avec félicitations.
1988 Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées en Droit des affaires internationales, Toulouse, mention Assez bien
1987 Diplôme d'Etudes Approfondies en Droit des affaires, Toulouse I, mention Assez bien

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE/ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Activités d'enseignement en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

-Procédures d'insolvabilités : Master 2 Administration et Liquidation des Entreprises en Difficulté ; Master 1 Droit des affaires
 -Droit européen des sociétés (gouvernance) : séminaires en Master 2 Droit social, parcours Droit et Sciences du Travail Européen
 -Droit de la concurrence interne et européen : Master 2 Droit fondamental des affaires

Responsabilité pédagogiques en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

2018/... Codirecteur du Master 2, mention ALED
2006/... Directeur de la 3^e année de Licence et du Master Juriste d'entreprise

Activités scientifiques en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

2012/... Membre du réseau TEE, pôle insolvabilité
2010/... Membre de l'AJDE
1998/... Membre du CREDIF et du CDA

Travaux collectifs en lien avec le thème du projet de Chaire Jean Monnet

2021 Participation à la consultation publique du gouvernement français sur l'avant-projet de transposition de la directive européenne sur les cadres de restructuration préventive, réponse émise au nom de TEE
2019 Participation à la consultation publique du gouvernement français sur la transposition de la directive européenne sur les cadres de restructuration préventive, réponse émise au nom de TEE et du CREDIF.

2016 Participation aux travaux de TEE sur le projet de directive européenne en matière d'insolvabilité.
2012 Participation à la consultation publique de la Commission européenne sur l'avenir de la législation européenne en matière d'insolvabilité, réponse émise au nom de TEE.

Direction de thèses sur les études européennes

- L'influence du droit de l'Union sur le droit de la responsabilité
- Quelques aspects de la réception du droit européen de la concurrence par le droit turc : l'exemple de l'interdiction des ententes anticoncurrentielles
- Le régime juridique de la filiale vietnamienne d'une société européenne

Séminaires à l'étranger sur les études européennes

2013 « L'indemnisation des victimes de pratiques anticoncurrentielles : droit français et droit européen », rapport lors des Journées juridiques franco-brésiliennes consacrées aux *Réformes du Droit des affaires*, les 9 et 10 décembre 2013, organisées par UTC et l'Universidade do Estado do Rio de Janeiro, à Rio de Janeiro
2001 Rapport sur "L'évolution du droit communautaire des sociétés" lors du colloque consacré au *nouveau Code des sociétés commerciales tunisien*, organisé par le Centre d'études juridiques et judiciaires du ministère de la Justice tunisien et la Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis.
2001/2005 Cours de Droit communautaire des sociétés, Mastère de Droit communautaire et relations Maghreb Europe, Faculté des Sciences Juridiques

PUBLICATIONS

Ouvrages collectifs

2007... *Code des entreprises en difficulté* (avec B. Amizet, E. Fabriès-Lécéa, G.Jazottes, C. Mascala, F. Macorig-Venier, M-H Monsérié-Bon, H. Poujade, O. Staës), 11^e éd., Litec 2023.
2021 *Traité des procédures collectives* (ss dir. M.Menjuçq, B.Saintourens, B. Soinnie), LexisNexis.
2015 *Règlement (UE) n° 2015/848 du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité, Commentaire article par article*, (ss dir. L. Sautonie-Laguionie), Collection Trans Europe expert, Société de législation comparée.
2012 *Droit français et droit brésilien, Perspectives nationales et comparées, « Nouveaux paradigmes et modernisation des procédures collectives »*, rapport français (ss dir. M.-A. Frison-Roche, M.Fromont, B. Graeff, T. Martini Vilarino, Th. Morais da Costa), Bruylant, 2012.

Articles

2022 « Les grands axes de l'évolution », in *Ordonnances du 15 septembre 2021 : bilan et perspectives d'évolution du droit des entreprises en difficulté*, BJE n°2, p. 44, 200m5.
2020 « Contestation des créances, compétence et pouvoirs du juge-commissaire », coécrit avec O. Staes, in *Mélanges C. Saint-Alary-Houin, LGDJ*, p. 267.
2019 « Confiance et traitement des entreprises en difficulté : l'exemple de la procédure de sauvegarde », *Mélanges Bruno Sire, Presse de UTC*, p. 277.
« Droit des contrats et droit des entreprises en difficulté, continuité ou renouveau ? », *Bull. Joly Entreprises en difficulté*, n°1, p. 38, 116p4.
2017 « La procédure et les modalités de la revendication, quelques décisions récentes en guise d'introduction », *Rev. proc. coll. n°6, dossier 17*.
« Un droit inféodé aux autres droits- Droit de la concurrence », in *Le droit des entreprises en difficulté après 30 ans : droit dérogatoire, précurseur ou révélateur ?*, Presses de UTC.
« Déclaration par le débiteur : retour d'expériences et difficultés », coécrit avec Me François Legrand, *Bull. Joly Entreprises en difficulté n°1, n° 114b4*, p. 66.
2014 « La mise en place d'une « nouvelle » procédure de sauvegarde accélérée et le maintien de la sauvegarde financière accélérée », in *Le nouveau droit des entreprises en difficulté*, *Gaz. Pal.*, éd. Spé., 31 déc. 2014 au 3 janv. 2015, p. 9.
« La protection des droits des créanciers », in *Ordonnance du 12 mars 2014 : une nouvelle métamorphose du « droit des faillites »*, *Rev. Dr.et patrimoine*, n° 238, p. 73.
2013 « Les groupes et les stratégies des créanciers », coécrit avec M.-H. Monsérié-Bon, in *L'insolvabilité internationale à l'épreuve des groupes de sociétés*, *Rev. proc. coll. n°6, dossier 57*.

2011 « Les biens dispersés sur le territoire de plusieurs Etats », coécrit avec L.-C. Henry, in *Le périmètre du droit de la défaillance économique*, Rev. proc. coll. n° 1, p. 95.

2009 « La juridiction commerciale, d'un juge du commerce à un juge de l'économie (approche comparatiste) », in *Qu'en est-il du Code de Commerce 200 ans après ? Etat des lieux et 10 projections*, in *Mutation des normes juridiques*, Presses de UTC/ LGDJ, p.329.

« La situation favorable du débiteur, les apports de la réforme (ordonnance n° 2008-1345 du 18 déc. 2008 », in *La réforme du droit des entreprises en difficultés : adaptations et nouveautés*, Rev. Droit et patrimoine n°12 p. 63.

2008 « L'ouverture d'une faillite européenne », coécrit avec M. Sénéchal, Mandataire judiciaire, in *Pratique, contentieux et réforme de la loi de sauvegarde*, Rev. proc. coll. n° 2, p. 90.

2007 « Les sources de la contrainte en droit communautaire », in *La contrainte, Etudes juridiques*, Economica, p. 21.

« Libre prestation de services et circulation des travailleurs : entre concurrence et droit social », coécrit avec M.-C. Amauger-Lattes, RJS n° 11, p. 911.

2005 « Les innovations des procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire », in *La sauvegarde des entreprises*, Rev. proc. coll., p. 358.

« Le privilège des créanciers postérieurs. Quel périmètre ? », in *La loi du 25 janvier 1985 à 20 ans ! Entre bilan et réforme* », Revue Lamy Droit des affaires, n° 80, p. 132.

2002 "L'incidence du droit international privé communautaire sur l'ordre communautaire", in *Le droit international privé communautaire : émergence et incidences*, Petites Affiches, n° 248, p. 38.

Notes de jurisprudence

2021 « Les conditions d'un relevé de forclusion fondé sur une omission du débiteur », Cass. com. 16 juin 2021, n° 19-17186, BJE n°5, p. 26, 200h0.

« Application des dispositions de la loi de sauvegarde des entreprises aux cautionnements conclus antérieurement à son entrée en vigueur », Cass. com. 10 mars 2021, n°19-16816 et 19-17154, JCP éd. E.

« La ratification implicite d'une déclaration de créance irrégulière pour défaut de pouvoir », Cass. com. 10 mars 2021, n° 19-22385, BJE, n°3, p.34, 200c0.

« La détermination du débiteur bénéficiaire d'une prestation au sens de l'article L.622-17-I du Code de commerce », Cass. com. 10 mars 2021, n° 19-22791, BJE n°5, p. 28, 200g7. 12

« Régularité et utilité de la créance d'honoraires de l'avocat assistant le débiteur dans l'exercice d'un droit propre », Cass.com. 7 octobre 2020, n° 19-12996, BJE n°2, p.29, 118j2.

2020 « La détermination du montant à régler des intérêts admis pour un montant global », Cass.com. 1er juill. 2020, n° 19-10331, LEDEN 8, p. 4, 113r7

« Admission pour un montant global des intérêts à échoir et détermination du montant à régler lors des répartitions », Cass.com. 1er juill. 2020, n° 19-10331, BJE n°5, p. 29, 118b2.

« Contestation sérieuse : forclusion du créancier et compétence du juge-commissaire », Cass.com. 11 mars 2020, n° 18-23586, LEDEN 4, p. 4, 113f7.

2015 Le créancier impayé au terme d'un plan non résolu retrouve son droit de poursuite, sous Cass.com. 8 avril 2015, n° 13-28061, Act. proc. coll. 2015-9, comm. 131.

2010 « Insuffisance d'actif et responsabilité civile des professionnels du chiffre », Cass. com. 23 mars 2010, n° 09-10791, Act. proc. coll. n° 9, n° 125.

« Des précisions sur le respect du droit conventionnel de préemption lors d'une cession de gré à gré », Cass. com. 7 sept. 2010, n° 09-66284, Act. proc. coll. n° 18, n° 252.

2008 « Le transfert de siège : statu quo ou revirement ? », Bull. Joly Sociétés, § 177, p. 828.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Responsabilités au sein de l'établissement UTC

2020/... Vice-président délégué à la formation professionnelle et au développement des compétences

2016 à 2020 Vice-président délégué à la formation continue

2008/2016 Vice-président du Conseil des études et de la vie universitaire, devenue Commission de la Formation et de la Vie Universitaire en 2013

2008/2016 Chargé de mission pour le handicap

1999/2003 Membre du Conseil d'administration

2001/2003 Membre du Conseil scientifique

Responsabilités au sein de l'établissement Université de La Rochelle

2003/2005 Membre du Conseil d'UFR

2003/2005 Président de la section de Droit privé